

Situation Mensuelle de l'Etat



Janvier 2014



Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dette financière de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -12,73 Md €

Le solde d'exécution budgétaire à fin janvier 2014 s'élève à -12,73 Md € contre -12,82 Md € à fin janvier 2013 à périmètre constant. Cette faible évolution s'explique essentiellement par une hausse

des recettes (+2,03 Md €) supérieure à l'augmentation des dépenses du budget général (+1,20 Md €) et par la dégradation du solde des comptes spéciaux (-0,74 Md €).

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 27,02 Md €

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Défense** : 6,08 Md € dont 2,29 Md € pour le programme « Equipement des forces », 2,04 Md € pour le programme « Préparation et emploi des forces » et 1,33 Md € au titre du programme « Excellence technologique des industries de défense » ;

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,48 Md € imputables principalement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés (4,16 Md €) ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 3,45 Md € dont 2,94 Md € au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » ;

Les dépenses nettes à fin janvier 2014 s'élèvent à 27,02 Md € contre 25,81 Md € à fin janvier 2013 à périmètre constant. Cette évolution résulte notamment de la hausse des dépenses d'investissement (+1,20 Md € essentiellement dus

✓ Mission **Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation** : 1,91 Md € dont 1,89 Md € pour le programme « Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,42 Md € partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,72 Md € et « Gendarmerie nationale » pour 0,67 Md € ;

✓ Mission **Régimes sociaux et de retraite** : 1,32 Md € dont 0,90 Md € au titre du programme « Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres ».

au programme « Excellence technologique des industries de défense » créé dans le cadre des nouvelles dépenses d'investissements d'avenir) et des dépenses d'intervention (+0,73 Md €) ainsi qu'à la baisse des charges de la dette (-1 Md €).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 17,62 Md €

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 14,83 Md € ;

Impôt sur le revenu : 4,53 Md € ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 1,36 Md € dont 0,55 Md € de mutations à titre gratuit par décès ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,55 Md € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -2,07 Md €.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 22,77 Md €

Elles s'élevaient à 21,60 Md € à périmètre constant à fin janvier 2013, soit une augmentation de

1,17 Md €. Cette hausse concerne notamment l'IR (+0,69 Md €) et la TVA (+0,42 Md €).

Recettes non fiscales : 0,23 Md €

Les recettes non fiscales à fin janvier 2014 s'élèvent à 0,23 Md € contre 0,24 Md € en 2013 à périmètre constant.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -5,62 Md €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -5,62 Md € à fin janvier 2014 contre -6,33 Md € à fin janvier 2013. Cette évolution est imputable à

la baisse des prélèvements au profit de l'Union européenne de 0,75 Md €.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -3,34 Md €

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,73 Md € et des recettes pour 2,60 Md €. Le compte « **Avances aux organismes de sécurité sociale** » affiche 1,06 Md € de dépenses correspondant au versement d'avances à l'ACOSS et 1,35 Md € de recettes au titre de l'abondement

relatif à la fraction de TVA affectée aux organismes sociaux. Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » (cf. focus sur l'actualité) laisse apparaître des dépenses pour 1,04 Md € dus essentiellement au paiement des intérêts des BTAN et des recettes pour 1,12 Md € (abondement du budget général principalement).

Au 31 janvier 2014, le solde des comptes spéciaux s'établit à -3,34 Md € contre -2,59 Md € en janvier 2013.

Dette financière de l'Etat au 31 janvier : 1 458,98 Md €

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 20,44 Md €). Les montants des BTAN et des BTF

ont diminué respectivement de 20,58 Md € et de 2,71 Md € durant le premier mois de l'année.



☞ Le compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat »

Institué par la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) de 2001, le compte de commerce « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » retrace les opérations budgétaires relatives à la dette et de la trésorerie de l'Etat. Le compte est divisé en deux sections.

La première section du compte comprend tout d'abord les charges de la dette négociable de l'Etat. Il s'agit des intérêts versés aux porteurs des différentes catégories de titres d'Etat : les obligations assimilables du Trésor à taux fixe, à taux variable ou indexées (OAT à échéances comprises entre 10 et 50 ans, les bons du Trésor à intérêts annuels (BTAN à échéance de 2 ans et 5 ans) à taux fixes ou indexés et les bons du Trésor à taux fixes et à intérêts précomptés (BTF, d'une maturité inférieure à 1 an). S'y ajoutent les provisions pour charge d'indexation des titres (OAT ou BTAN) indexés sur l'inflation. Par ailleurs, la charge de la dette comprend :

- les frais directement liés à l'émission de la dette négociable ;
- les intérêts payés au titre des dettes reprises par l'Etat, ainsi que les charges relatives aux opérations de couverture qui leur sont rattachées ;
- les charges afférentes à la dette non négociable.

En regard de ces charges, sont inscrites les recettes liées à l'émission de la dette négociable, c'est-à-dire les coupons courus à l'émission versés par les acheteurs de titres d'Etat. Les crédits inscrits au budget général au sein du programme « Charge de la dette et

trésorerie de l'Etat », alimentent également la première section du compte (ligne de recette « Versement du budget général »).

La première section retrace également, les produits et charges des opérations de gestion de la trésorerie de l'Etat. Il s'agit, du côté des charges :

- des rémunérations des dépôts des correspondants du Trésor, c'est-à-dire d'institutions qui déposent tout ou partie de leurs fonds auprès du Trésor ;
- des intérêts versés par l'Etat au titre des éventuelles opérations d'emprunts réalisées pour couvrir un besoin ponctuel de trésorerie ;
- des rémunérations des fonds « non consommables » destinés au financement des investissements d'avenir.

Les recettes tirées de la gestion de la trésorerie correspondent, pour l'essentiel, aux intérêts versés par les intermédiaires opérant sur le marché interbancaire de la zone euro et dans le cadre des placements des excédents de trésorerie réalisés par l'Agence France Trésor. Elles comprennent également la rémunération du solde du compte de l'Etat auprès de la Banque de France.

La seconde section du compte retrace les recettes et les dépenses propres aux contrats d'échange de taux d'intérêt (swap) conclus par l'Etat depuis 2001.

Le compte dispose au total d'une autorisation de découvert de 19,20 Md € en 2014. Les dépenses et les recettes s'élèvent respectivement à 1,04 Md € et 1,12 Md € à fin janvier 2014.



	Mois	Cumul à fin janvier		Renvoi Page	
	Janvier	2014	2013 retraité 2013 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-12 732	-12 732	-12 817	-12 817	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	27 016	27 016	25 812	25 812	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	17 619	17 619	15 586	15 586	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	4 527	4 527	3 838	3 838	
- IS *	305	305	376	376	
- TVA	14 828	14 828	14 410	14 410	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-3 335	-3 335	-2 591	-2 591	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	91 795	91 795			18
Dettes financières de l'Etat	1 458 982	1 458 982			19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	990	990	991	991
Dépenses de personnel	10 917	10 917	10 710	10 710
Dépenses de fonctionnement	5 286	5 286	5 209	5 209
Charges de la dette de l'Etat	845	845	1 841	1 841
Dépenses d'investissement	2 843	2 843	1 640	1 640
Dépenses d'intervention	6 069	6 069	5 344	5 344
Dépenses d'opérations financières	65	65	77	77
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	27 016	27 016	25 812	25 812
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	22 767	22 767	21 600	21 600
Recettes non fiscales	233	233	236	236
Prélèvements sur recettes	-5 620	-5 620	-6 327	-6 327
Fonds de concours	238	238	78	78
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	17 619	17 619	15 586	15 586
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	23 239	23 239	21 913	21 913
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-9 397	-9 397	-10 226	-10 226
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	1 602	1 602	2 187	2 187
Solde des comptes de concours financiers	-4 960	-4 960	-4 820	-4 820
Solde des comptes de commerce	23	23	45	45
Solde des comptes d'opérations monétaires	0	0	-4	-4
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-3 335	-3 335	-2 591	-2 591
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-12 732	-12 732	-12 817	-12 817



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 917	10 917	10 710	10 710
Rémunérations d'activité	5 918	5 918	5 770	5 770
Cotisations et contributions sociales	4 922	4 922	4 866	4 866
Prestations sociales et allocations diverses	77	77	74	74
AUTRES TITRES	16 099	16 099	15 102	15 102
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	990	990	991	991
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	5 286	5 286	5 209	5 209
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 476	1 476	1 634	1 634
Subventions pour charges de service public	3 810	3 810	3 575	3 575
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	845	845	1 841	1 841
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	845	845	1 841	1 841
Titre 5 - Dépenses d'investissement	2 843	2 843	1 640	1 640
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	2 636	2 636	1 334	1 334
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	207	207	306	306
Titre 6 - Dépenses d'intervention	6 069	6 069	5 344	5 344
Transferts aux ménages	2 867	2 867	2 500	2 500
Transferts aux entreprises	332	332	272	272
Transferts aux collectivités territoriales	319	319	355	355
Transferts aux autres collectivités	2 551	2 551	2 216	2 216
Appels en garantie	0	0	0	0
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	65	65	77	77
Prêts et avances	4	4	2	2
Dotations en fonds propres	0	0	6	6
Dépenses de participations financières	61	61	68	68
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	27 016	27 016	25 812	25 812



Mois de janvier	Cumul à fin janvier 2014		Cumul à fin janvier 2013 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	595	219	595	219	152
Action de la France en Europe et dans le monde	152	125	152	125	55
Diplomatie culturelle et d'influence	423	76	423	76	78
Français à l'étranger et affaires consulaires	20	19	20	19	19
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	187	163	187	163	176
Administration territoriale	136	127	136	127	123
Vie politique, culturelle et associative	1	0	1	0	7
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	51	36	51	36	45
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	421	464	421	464	412
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	157	202	157	202	165
Forêt	168	168	168	168	152
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	42	41	42	41	42
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	54	53	54	53	54
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	429	495	429	495	476
Aide économique et financière au développement	0	65	0	65	70
Solidarité à l'égard des pays en développement	429	430	429	430	406
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	1 934	1 908	1 934	1 908	2 015
Liens entre la Nation et son armée	11	7	11	7	7
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	1 900	1 893	1 900	1 893	1 993
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	22	8	22	8	15
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	81	80	81	80	80
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	26	26	26	26	26
Conseil économique, social et environnemental	38	38	38	38	39
Cour des comptes et autres juridictions financières	16	16	16	16	16
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CULTURE	67	78	67	78	86
Patrimoines	2	17	2	17	28
Création	6	5	6	5	2
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	58	56	58	56	56
DEFENSE	4 637	6 075	4 637	6 075	5 092
Environnement et prospective de la politique de défense	108	127	108	127	148
Préparation et emploi des forces	2 103	2 038	2 103	2 038	2 209
Soutien de la politique de la défense	156	289	156	289	258
Equipement des forces	942	2 294	942	2 294	2 477
Excellence technologique des industries de défense (1)	1 328	1 328	1 328	1 328	0
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	57	46	57	46	33
Coordination du travail gouvernemental	20	18	20	18	17
Protection des droits et libertés	7	7	7	7	7
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	30	22	30	22	9
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (1)	0	0	0	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES (3)	1 774	692	1 774	692	535
Infrastructures et services de transports	24	40	24	40	39
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	44	5	44	5	1
Météorologie	153	51	153	51	53
Paysages, eau et biodiversité	102	28	102	28	16
Information géographique et cartographique	71	24	71	24	23
Prévention des risques	27	4	27	4	4
Energie, climat et après-mines	349	117	349	117	0
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables (3)	535	424	535	424	399
Innovation pour la transition écologique et énergétique (1)	0	0	0	0	0
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (1)	470	0	470	0	0
Ville et territoires durables (1)	0	0	0	0	0



unité : million d'€	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2014		Cumul à fin janvier 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	91	82	91	82	53
Développement des entreprises et du tourisme	43	37	43	37	39
Statistiques et études économiques	35	33	35	33	4
Stratégie économique et fiscale	13	12	13	12	11
Projets industriels (1)	0	0	0	0	0
Innovation (1)	0	0	0	0	0
Economie numérique (1)	0	0	0	0	0
EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE	4 744	38	4 744	38	63
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	12	0	12	0	21
Aide à l'accès au logement	4 732	0	4 732	0	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	0	38	0	38	42
Politique de la ville	0	0	0	0	0
Conduite et pilotage des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	976	900	976	900	1 957
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	845	845	845	845	1 841
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	0	0	0
Epargne	131	55	131	55	116
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 558	5 479	5 558	5 479	5 101
Enseignement scolaire public du premier degré	1 597	1 596	1 597	1 596	1 578
Enseignement scolaire public du second degré	2 562	2 561	2 562	2 561	2 554
Vie de l'élève	442	394	442	394	427
Enseignement privé du premier et du second degrés	745	729	745	729	344
Soutien de la politique de l'éducation nationale	127	130	127	130	129
Internats de la réussite (1)	0	0	0	0	0
Enseignement technique agricole	85	69	85	69	69
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	1 014	940	1 014	940	931
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	784	732	784	732	762
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	9	9	9	9	9
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	87	87	87	87	54
Facilitation et sécurisation des échanges	133	108	133	108	105
Entretien des bâtiments de l'Etat	3	3	3	3	0
Fonction publique	0	0	0	0	0
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	26	2	26	2	1
Immigration et asile	26	2	26	2	1
Intégration et accès à la nationalité française	0	0	0	0	0
JUSTICE	588	563	588	563	544
Justice judiciaire	297	243	297	243	227
Administration pénitentiaire	196	249	196	249	237
Protection judiciaire de la jeunesse	59	48	59	48	44
Accès au droit et à la justice	7	2	7	2	14
Conduite et pilotage de la politique de la justice	29	21	29	21	22
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	0	0	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	33	4	33	4	0
Presse	33	4	33	4	0
Livre et industries culturelles	0	0	0	0	0
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	0	0	0	0
Action audiovisuelle extérieure	0	0	0	0	0



unité : million d'€	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2014		Cumul à fin janvier 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	25	96	25	96	46
Emploi outre-mer	23	17	23	17	19
Conditions de vie outre-mer	2	79	2	79	27
POLITIQUE DES TERRITOIRES	-6	7	-6	7	1
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	-6	7	-6	7	1
Interventions territoriales de l'Etat	0	1	0	1	0
POUVOIRS PUBLICS	990	990	990	990	991
Présidence de la République	102	102	102	102	103
Assemblée nationale	518	518	518	518	518
Sénat	324	324	324	324	324
La Chaîne parlementaire	35	35	35	35	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	11	11	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	8 537	3 451	8 537	3 451	3 364
Formations supérieures et recherche universitaire	5 827	2 938	5 827	2 938	2 916
Vie étudiante	609	249	609	249	195
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	307	91	307	91	88
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	592	32	592	32	61
Recherche spatiale	794	0	794	0	0
Ecosystèmes d'excellence (1)	0	0	0	0	0
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables (3)	340	46	340	46	43
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (1)	0	0	0	0	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	51	79	51	79	35
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	16	16	16	16	26
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	4 143	1 319	4 143	1 319	1 385
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 034	898	3 034	898	946
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	757	69	757	69	66
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	352	352	352	352	372
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	-44	20	-44	20	29
Concours financiers aux communes et groupements de communes	-44	16	-44	16	22
Concours financiers aux départements	0	0	0	0	0
Concours financiers aux régions	0	0	0	0	0
Concours spécifiques et administration	-1	5	-1	5	7
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	5 282	4 572	5 282	4 572	4 311
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	4 831	4 468	4 831	4 468	4 168
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	451	104	451	104	143
SANTE	11	0	11	0	11
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	11	0	11	0	11
Protection maladie	0	0	0	0	0
SECURITES (3)	1 412	1 422	1 412	1 422	1 441
Police nationale	723	724	723	724	736
Gendarmerie nationale	668	673	668	673	681
Sécurité et éducation routières	8	7	8	7	0
Sécurité civile (3)(4)	13	18	13	18	24



unité : million d'€	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2014		Cumul à fin janvier 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SECURITE CIVILE (2)	0	0	0	0	4
Intervention des services opérationnels (3)(4)	0	0	0	0	0
Coordination des moyens de secours (2)	0	0	0	0	4
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	10 529	461	10 529	461	255
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	0	0	0	0	0
Actions en faveur des familles vulnérables	0	0	0	0	0
Handicap et dépendance	10 322	245	10 322	245	212
Egalité entre les hommes et les femmes	0	0	0	0	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	207	216	207	216	44
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	109	38	109	38	66
Sport	98	26	98	26	46
Jeunesse et vie associative	11	11	11	11	20
Projets innovants en faveur de la jeunesse (1)	0	0	0	0	0
TRAVAIL ET EMPLOI	3 329	983	3 329	983	513
Accès et retour à l'emploi	3 140	846	3 140	846	412
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	129	79	129	79	46
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0	0	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	60	58	60	58	55
Formation et mutations économiques (1)	0	0	0	0	0
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	57 527	31 588	57 527	31 588	30 123
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	52 246	27 016	52 246	27 016	25 812

(1) programme créé en 2014

(2) programme ou mission supprimé en 2014

(3) changement de libellé en 2014

(4) programme ayant changé de mission en 2014



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	4 536	4 536	3 838	3 838
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	147	147	140	140
Impôt sur les sociétés (C)	868	868	869	869
Impôt sur les sociétés	857	857	869	869
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	11	11	0	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 102	1 102	1 002	1 002
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	57	57	50	50
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	887	887	857	857
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	34	34	42	42
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	0	0	0
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	52	52	5	5
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	0	0	2	2
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	1	3	3
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	6	9	9
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	1	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	27	27	28	28
Recettes diverses	35	35	5	5
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	845	845	791	791
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	18 482	18 482	17 901	17 901
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 358	1 358	1 370	1 370
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	32	32	45	45
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	14	14	21	21
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	1	5	5
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	155	155	151	151



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	550	550	600	600
Contribution de sécurité immobilière	59	59	56	56
Autres conventions et actes civils	47	47	45	45
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	37	37	35	35
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	8	8	8	8
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	11	11	9	9
Timbre unique	42	42	41	41
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	32	32	34	34
Autres droits et recettes accessoires	0	0	0	0
Amendes et confiscations	4	4	4	4
Taxe générale sur les activités polluantes	3	3	3	3
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	2	2	2
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	5	5	4	4
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	8	8	8	8
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	4	4	4
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	6	6	14	14
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	1	1	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	174	174	124	124
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	44	44	50	50
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	32	32	34	34
Prélèvements sur les paris sportifs	14	14	12	12
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	4	4	5	5
Redevance sur les paris hippiques en ligne (1)	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	56	56	47	47
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	3	3
Autres taxes	12	12	8	8
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	27 339	27 339	25 911	25 911
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	22 767	22 767	21 600	21 600

(1) ligne supprimée en 2014



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	2	2	8	8
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	2	2	8	8
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits de domaine de l'Etat (B)	69	69	32	32
Revenus du domaine public non militaire	27	27	7	7
Autres revenus du domaine public	35	35	22	22
Revenus du domaine privé	4	4	4	4
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	3	3	0	0
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	1	1	1
Produits de la vente de biens et de services (C)	34	34	30	30
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	0	0	1	1
Autres frais d'assiette et de recouvrement	30	30	26	26
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	1	0	0
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	2	2	1	1
Autres recettes diverses	1	1	1	1
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	2	2	3	3
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	1	1	1	1
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	1	1
Intérêts des autres prêts et avances	0	0	0	0
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	0	0	0
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	1	0	0



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	26	26	24	24
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	1	0	0
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	1	1	0	0
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	21	21	22	22
Frais de poursuite	1	1	1	1
Frais de justice et d'instance	1	1	0	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0
Divers (F)	100	100	139	139
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	7	7	18	18
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	7	7	6	6
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	1	1	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	40	40
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	1	0	0
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	1	0	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	0	0	0
Récupération d'indus	2	2	0	0
Recouvrements après admission en non-valeur	12	12	16	16
Divers versements de l'Union européenne	14	14	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	1	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	2	3	3
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	40	40	35	35
Produits divers	2	2	1	1
Autres produits divers	11	11	18	18
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	233	233	236	236



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 551	-3 551	-3 511	-3 511
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 161	-3 161	-3 166	-3 166
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	0	-1	-1
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-80	-80	-48	-48
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	0	-1	-1
Dotation élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-1	-1	0	0
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-265	-265	-271	-271
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-1	-1	-6	-6
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-36	-36	-17	-17
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
Versement complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011 (1)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte (2)	-7	-7	0	0
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (2)	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-2 068	-2 068	-2 816	-2 816
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 620	-5 620	-6 327	-6 327
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	219	219	62	62
Fonds de concours - coopération internationale	19	19	15	15
TOTAL FONDS DE CONCOURS	238	238	78	78

(1) ligne supprimée en 2014
(2) ligne créée en 2014



unité : million d'€.

	Mois de janvier		Cumul à fin janvier					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	4 513	6 114	4 513	4 412	6 114	6 599	1 602	2 187
Aides à l'acquisition de véhicules propres	0	34	0	0	34	33	34	33
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	0	122	0	0	122	140	122	140
Développement agricole et rural	2	2	2	0	2	3	0	3
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	0	31	0	0	31	28	31	28
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1	1	1	1	1	2	1	1
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	1	35	1	0	35	36	34	36
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	0	0	0	18	0	0	0	-18
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	10	0	10	0	0	3	-10	3
Pensions	4 499	5 889	4 499	4 393	5 889	6 354	1 390	1 961
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes de concours financiers	9 105	4 145	9 105	7 543	4 145	2 723	-4 960	-4 820
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0	0	8	0	8
Avances à l'audiovisuel public	296	196	296	287	196	179	-100	-109
Avances aux collectivités territoriales	7 728	2 601	7 728	7 241	2 601	2 535	-5 127	-4 706
Avances aux organismes de sécurité sociale	1 063	1 347	1 063	0	1 347	0	284	0
Prêts à des Etats étrangers	18	1	18	14	1	1	-17	-13
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes de commerce	1 112	1 135	1 112	2 178	1 135	2 223	23	45
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires	54	3	54	60	3	142	-52	81
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	9	13	9	9	13	8	4	-1
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	8	0	8	18	0	56	-8	38
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	1 038	1 116	1 038	1 968	1 116	2 014	78	47
Gestion des actifs carbonés de l'Etat (1)	0	0	0	119	0	0	0	-119
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	2	0	0	0	-2
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	2	3	2	3	3	3	1	0
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	0	0	0	15	0	11	0	-4
Emission des monnaies métalliques	0	0	0	4	0	0	0	-4
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	0	11	0	11	0	0
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	14 730	11 394	14 730	14 147	11 394	11 556	-3 335	-2 591
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	14 730	11 394	14 730	14 137	11 394	11 546	-3 335	-2 591

(1) mission supprimée courant 2013



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2014
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	465	11	475
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	11
	La Poste	1	0	1
	Autres organismes à caractère financier	223	17	240
	Total organismes à caractère financier	701	27	728
	CEPL			
	Régions	1 204	-615	589
	Départements	4 702	-2 222	2 481
	Communes	18 791	-1 890	16 900
	Hôpitaux	4 475	96	4 570
	HLM	372	-83	288
	Autres CEPL	19 355	-886	18 470
	Total CEPL	48 898	-5 600	43 298
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 521	495	10 015
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 355	-38	2 317
Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 208	2 034	4 241	
Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	803	-196	607	
Total établissements publics nationaux	14 886	2 295	17 181	
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	11 953	-1 428	10 525	
Communautés européennes	166	1 489	1 655	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	69	1	71	
GIP	433	-11	421	
EPLE	1 802	275	2 077	
Autres correspondants	12 122	-682	11 440	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	74	-74	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	14 500	-491	14 009	
Total Dépôts de fonds du Trésor	91 104	-3 708	87 396	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	781	108	890
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	3 482	28	3 510
	Intérêts courus sur comptes à terme	2	-2	0
	Total Comptes à terme	4 265	135	4 400
Total Passif (A)		95 369	-3 573	91 796
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	1
Découverts des correspondants du Trésor		1	-1	0
Total Actif (B)		2	-1	1
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		95 367	-3 572	91 795



	Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2014
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 457 220	-2 849	1 454 371
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 066 941	20 443	1 087 383
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	905 045	19 248	924 293
- <i>taux variable</i>	142 776	1 162	143 938
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	216 436	-20 581	195 855
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	204 641	-21 402	183 239
- <i>taux variable</i>	11 284	786	12 070
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	173 843	-2 711	171 132
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	231	0	231
Dettes exigibles	231	0	231
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	231	0	231
Autres emprunts (C)	4 390	-9	4 381
TOTAL (A+B+C)	1 461 840	-2 858	1 458 982



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2013 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2013 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2014.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.